

# Enlarged Advisory Group meeting on CAP towards 2020 - Quality package - Milk package

Brussels, 12/01/2011

**Welcome speech by José Manuel Silva Rodríguez,**  
Director-General, DG Agriculture and Rural Development

Mesdames, Messieurs,

Bonjour à tous,

Je suis très heureux de vous accueillir ici pour cette réunion du groupe consultatif élargi. C'est ma première intervention officielle de l'année. Mais, comme beaucoup d'entre vous le savent, ce n'est pas ma première intervention en tant que directeur général de la DG AGRI ! Cette réunion est pour moi un moment de retrouvailles avec le monde de l'agriculture.

Quelques visages ont changé. Il est une nouvelle fois question de réformer la PAC. On pourrait croire que tout recommence comme avant si le contexte, lui, n'avait pas fortement évolué. C'est un défi pour moi, en tant qu'ancien/nouveau ou nouvel/ancien directeur général, mais aussi pour vous, partie prenante au processus de discussion.

Nous sommes face à une réforme fondamentale de la Politique agricole commune dans un contexte marqué par la sortie de crise

économique, par les difficultés budgétaires, par les défis nouveaux liés à l'augmentation de la demande alimentaire mondiale, à la plus grande ouverture des marchés, au changement climatique, à la pression très forte sur l'eau, sur les sols, au besoin de préserver ces ressources naturelles.

Dans ce contexte, des réunions comme la nôtre sont essentielles. Toutes les énergies doivent être mobilisées. Je crois d'ailleurs que vous avez pu voir ces derniers mois l'importance accordée par le commissaire Dacian Cioloș aux espaces de dialogue et d'échange d'idées.

Aujourd'hui, nous sommes dans la seconde phase du processus de réforme, avec trois dossiers sur la table – la Communication sur l'avenir de la PAC à l'horizon 2020, les propositions législatives ciblées sur le secteur du lait et enfin le "paquet qualité". Ces dossiers vous seront présentés dans le détail par Tassos Haniotis, Loretta Dormal Marino et Lars Hoelgaard.

Avant de leur céder la parole, je voudrais souligner que ces trois sujets forment un tout, même s'ils ne sont pas équivalents en termes de portée législative et d'avancement.

[Communication sur la PAC]

La Communication sur l'avenir de la PAC donne les grandes lignes en vue de renforcer le lien entre l'agriculture et la société, de rendre la PAC plus efficace pour soutenir un secteur agricole plus compétitif et plus durable.

Des orientations politiques ont été proposées pour les paiements directs, pour nos outils de gestion des marchés et pour l'avenir de notre politique de développement rural. Maintenant, comme l'on dit en rugby, il faut transformer l'essai. Pour cela, vos réactions, vos commentaires, votre expertise sont essentiels.

Pendant cette discussion, nous ne devons pas perdre de vue les grands objectifs assignés à la PAC par l'ensemble des Européens. Ces objectifs se sont exprimés très clairement pendant le débat public l'an dernier. Nous devons maintenir notre capacité de production de façon harmonieuse et durable sur l'ensemble de nos territoires. Seule la PAC, une PAC modernisée, peut nous y aider.

Qu'est-ce que cela signifie une PAC modernisée ?

C'est d'abord une politique équitable qui aide de façon équivalente les agriculteurs qui en ont vraiment besoin avec un *soutien de base aux revenus*. Nous avons souvent eu l'occasion de le préciser, je le répète aujourd'hui, équité ne signifie pas égalité. Nous devons prendre en compte le contexte

économique, social et environnemental dans lequel travaillent les agriculteurs.

Une politique équitable, c'est aussi aborder la question des agriculteurs actifs et du plafonnement. La Commission a déjà lancé ces débats par le passé. Nous ne pouvons pas ignorer les critiques récurrentes adressées à la PAC à ce propos. Pour être durable, les soutiens directs doivent être crédibles et bien ciblés.

Une PAC modernisée, c'est aussi une PAC en phase avec la société sur la question du *changement climatique et des ressources naturelles*. Il n'y a aucun doute sur la capacité du secteur agricole à relever ces défis, à condition qu'il soit accompagné sur ce chemin difficile. C'est l'objectif du verdissement des soutiens directs.

La recherche et l'innovation sont essentielles pour apporter des solutions nouvelles. Elles seront une priorité. Mais, avec le verdissement, nous allons soutenir, encourager la mise en œuvre par tous les agriculteurs, dans toute l'Union européenne, de pratiques simples qui ont un effet bénéfique clair et concret sur l'environnement et dans la lutte contre le changement climatique. Il faut travailler sur cet outil pour s'assurer qu'il soit efficient et efficace.

Enfin, une PAC modernisée, c'est aussi une PAC qui assure le maintien de la diversité de nos agricultures sur l'ensemble de nos territoires. A ce titre, il est nécessaire de porter une attention particulière aux zones où il est plus difficile d'exercer le métier d'agriculteur. Pour cette raison, nous avons ouvert la porte à l'idée de soutenir les régions dites défavorisées dans le premier pilier, en plus des soutiens existants dans le second pilier qui seraient maintenus.

[Lait et chaîne alimentaire]

Il convient également de travailler sur la question de la chaîne alimentaire et de son fonctionnement. Pour la filière laitière, frappée durement par la crise de 2009, il n'était pas possible d'attendre la fin du processus de réforme de la PAC pour trouver des remèdes au déséquilibre des relations entre producteurs, transformateurs et distributeurs au sein de la chaîne alimentaire. C'est le sens du "paquet lait" qui sera aussi discuté aujourd'hui.

La concurrence doit s'exercer sur de bonnes bases dans la filière laitière pour que celle-ci se prépare à la perspective de fin des quotas en 2015. La possibilité d'établir des contrats à l'avance portant sur les prix, le volume, la durée et le calendrier de livraison est un pas en avant important. Les producteurs doivent pouvoir s'organiser en négociant ensemble ces contrats au sein d'organisation de producteurs. De plus, une meilleure

organisation de la filière est possible au sein des interprofessions pour travailler sur des sujets d'intérêts communs tels que la promotion, la recherche, l'amélioration des méthodes de production, etc. Il s'agit de prendre les dispositions pour un meilleur fonctionnement des marchés en palliant aux déficiences constatées.

Enfin, pour préserver la capacité du secteur laitier à investir et à se projeter vers l'avenir, il convient d'assurer plus de transparence par un suivi et une analyse des marchés, y compris prospective. Tous les acteurs doivent pouvoir travailler et faire des choix en connaissance de cause.

[Paquet Qualité]

Enfin, je veux terminer par quelques mots sur le "paquet qualité". Ces propositions poursuivent un double objectif : donner aux consommateurs des garanties relatives aux produits qu'ils achètent et offrir aux producteurs des outils plus performants.

La qualité et la diversité des produits agricoles et alimentaires européens est un atout considérable. Ce paquet de mesures est un premier pas pour aider les producteurs à mieux valoriser leurs efforts. Le mécanisme des indications géographiques sera amélioré pour être plus réactif et plus simple d'utilisation. Les

normes de commercialisation seront maintenues et même renforcées, avec une norme générale. La proposition ouvre également la voie à un éventuel étiquetage obligatoire de l'origine, dans les cas où cela serait approprié.

Pour conclure, je crois pouvoir dire que les mots clefs, communs à ces trois dossiers, sont l'équité, la légitimité, la crédibilité et la mise en valeur de la diversité – de la richesse – de l'agriculture européenne. C'est en tout cas la preuve que la Politique agricole commune est une politique dynamique qui sait en permanence s'adapter aux défis de son temps.

Merci à tous d'être là aujourd'hui pour cette journée d'échanges.